

Note thématique 1

Février 2023

Présidentielle 2023 : l'abstention pourrait atteindre un taux record

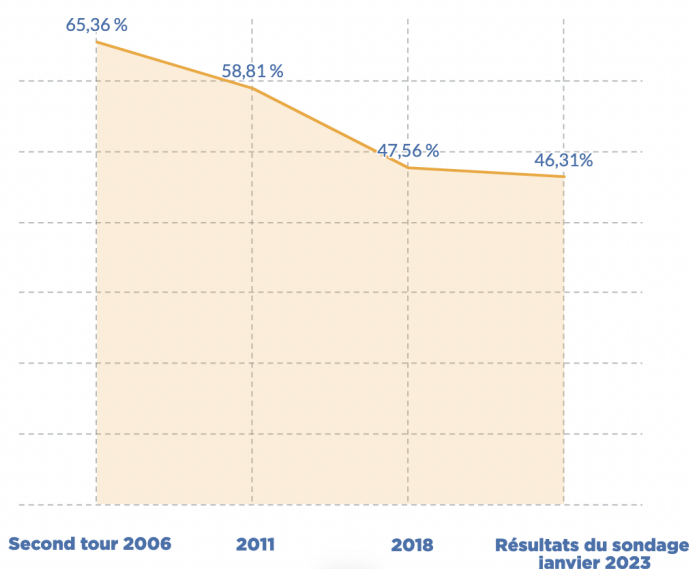
Auteurs

Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC, avec le Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci)

Près de 54 % des Congolais pourraient ne pas se rendre aux urnes pour désigner leur président si l'élection était organisée dimanche. Un possible record historique d'abstention qui profiterait à Félix Tshisekedi, candidat à sa propre succession, selon le nouveau sondage Berci, en partenariat avec Ebuteli et le GEC.

Le pays s'achemine vers une abstention historique. C'est ce que révèle le nouveau sondage du Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci), avec Ebuteli et le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) de l'Université de New York. Réalisée mi-janvier à travers le pays, cette étude révèle que la participation à la présidentielle pourrait atteindre son plus bas niveau depuis 2006 en République démocratique du Congo. Seulement 46,31 % des Congolais sondés affirment qu'ils iront voter, le 20 décembre, leur futur président de la République.

**Évolution du taux de participation
à la présidentielle depuis 2006**

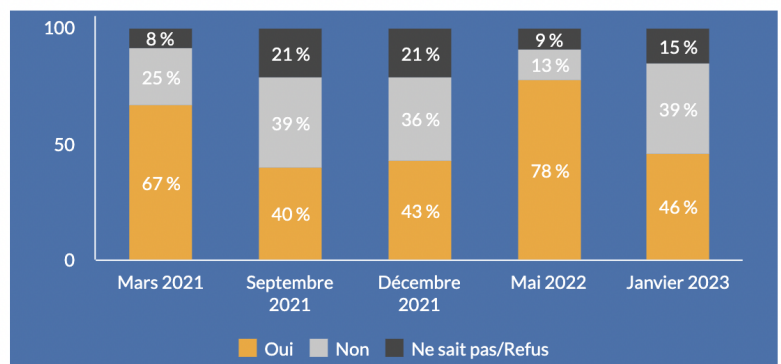
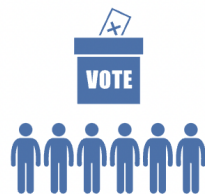


Comme le suggère le graphique ci-dessus, si cette tendance se confirme, ce serait près de 20 points de moins que lors du second tour de la présidentielle de 2006, premier scrutin multipartite de l'histoire du pays, après l'accord de Sun City qui avait mis fin à la deuxième guerre du Congo. Ce serait un score légèrement en deçà de la participation déjà en dessous de 50 % lors de la dernière présidentielle de 2018.

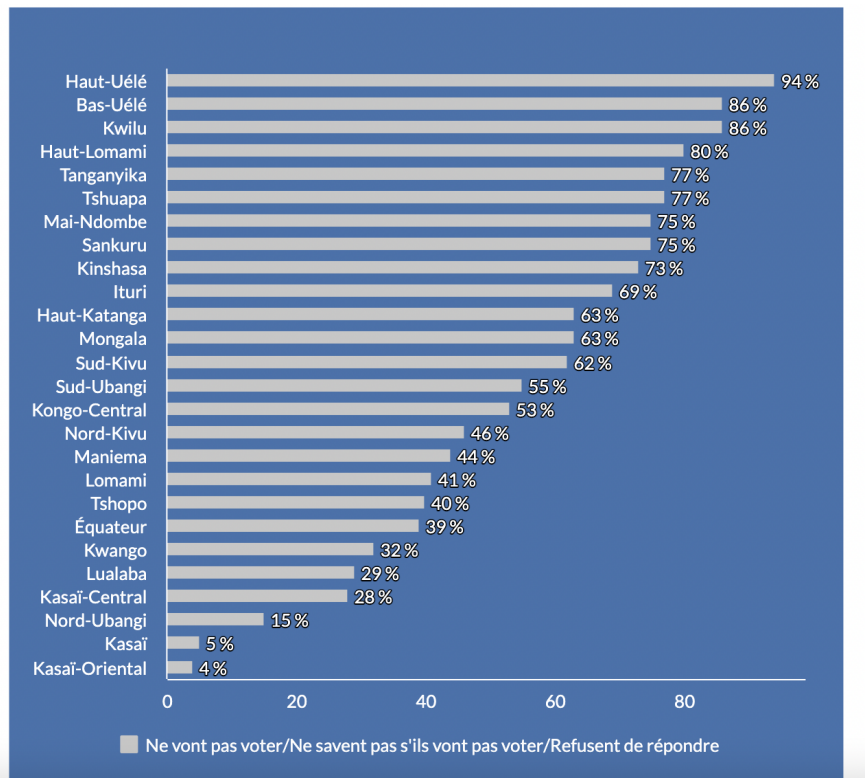
Jamais dans l'histoire politique congolaise récente, le risque d'abstention - estimé à 53,69 % - n'a été aussi élevé à moins d'une année de la présidentielle. Près de 40 % des répondants indiquent qu'ils n'iront pas voter, tandis que près de 15 % sont encore indécis. Notre précédent sondage montrait pourtant une forte manifestation d'intérêt pour l'élection à l'approche des échéances électorales. On comptait, en juin 2022, 78 % des sondés prêts à aller voter alors qu'ils n'étaient que 40 % en septembre 2021.

Près de 40 % des répondants n'iront pas voter

Avez-vous l'intention de voter à l'élection présidentielle prévue en 2023 ?



Risque d'abstention par province



RÉSUMÉ

Le paradoxe de l'opinion politique congolaise

Résultats d'un sondage national

À onze mois des élections, comment les Congolais perçoivent-ils l'état de leur pays et des institutions de la République, le processus démocratique et le conflit dans l'Est ? Tel était l'objectif du dernier sondage, réalisé par le Groupe d'étude sur le Congo (GEC), Ebuteli et Berci en janvier 2023, par téléphone auprès de 3 632 personnes dans les 26 provinces. Les résultats seront publiés dans trois notes thématiques distinctes sur les élections, la sécurité et la gouvernance.

L'opinion publique congolaise semble empêtrée dans un paradoxe : la plupart des Congolais sont de plus en plus critiques à l'égard de la façon dont leur pays est gouverné. Et pourtant, lorsqu'on leur demande pour qui ils voteraient si des élections avaient lieu dimanche prochain, une nette majorité répond que ce serait pour le président sortant, Félix Tshisekedi.

Ces tendances sont claires. En janvier 2023, seulement 39 % des personnes interrogées ont déclaré que le pays allait dans la bonne direction, contre 61 % en 2019, juste après l'arrivée de Tshisekedi au pouvoir. Bien que ce chiffre soit encore plus élevé que pendant les dernières années de la présidence de Joseph Kabila – 27 % pensaient que le pays allait dans la bonne direction en novembre 2017 et 19 % en février 2018 – il est toujours clair que le gouvernement actuel a du mal à satisfaire ses citoyens.

Ces tendances peuvent aussi être observées dans la chute des opinions favorables du Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde et du président Tshisekedi. Le pourcentage de personnes ayant une bonne opinion de Sama a chuté de 66 % lors de sa nomination en 2021 à 29 % aujourd'hui, alors que Tshisekedi a vu sa cote tomber de 62 % en mars 2019 à 36 % en janvier 2023.

Le scepticisme se manifeste dans presque tous les aspects de la vie publique. Ils sont 40 % des répondants à penser que la sécurité dans l'est du Congo ne s'est pas améliorée depuis la déclaration de l'état de siège en mai 2021 ; 29 % disent qu'elle s'est nettement empirée. Soixante-cinq pour cent des personnes interrogées affirment que l'économie s'est détériorée depuis l'arrivée au pouvoir de Sama il y a presque deux ans, et 67 % soutiennent que le gouvernement n'est pas efficace dans la lutte contre la corruption. Le seul secteur pour lequel une pluralité de personnes interrogées (66 %) indiquent que le gouvernement a fait du bon travail est l'éducation. Ceci est probablement le résultat de l'éducation primaire gratuite, probablement la plus grande réforme menée par le régime Tshisekedi.

Et pourtant, comme le montre notre première note thématique, Tshisekedi remporterait les élections par une nette marge : 50 % des sondés qui ont l'intention d'aller voter disent qu'ils choisiront le président sortant, ce qui suggère que même unifiée, l'opposition aurait du mal à le battre. Le second serait Moïse Katumbi (17 %), Martin Fayulu arrivant en troisième position (10 %).

Comment est-il possible qu'une population aussi critique à l'égard du président puisse dire en même temps qu'elle a l'intention de le réélire de façon aussi retentissante ?

Premièrement, et c'est probablement le résultat le plus sombre de ce sondage, une grande partie de la population va tout simplement se tenir à l'écart – près de 54 % des répondants affirment qu'ils n'ont pas l'intention de voter. Mais la méfiance est aussi élevée envers l'opposition. Le pourcentage de personnes ayant une bonne opinion de ses leaders est en baisse, au même rythme que le déclin du président : entre mars 2021 et janvier 2023, il est passé de 46 % à 33 % pour Martin Fayulu ; pour Moïse Katumbi, de 61 % à 31%.

Les politiciens ne sont pas les seuls à être touchés : 58 % des personnes interrogées estiment que la société civile n'a pas amélioré la gouvernance du pays. Même le cardinal catholique Fridolin Ambongo voit sa cote de popularité baisser de 67 % à 53 % au cours de la même période. Pour le prix Nobel de la paix Denis Mukwege – dont certains pensent qu'il pourrait se présenter aux élections – sa cote est passée de 78 % à 44 %.

Les acteurs internationaux ne sont pas épargnés. Comme le montrera notre deuxième note thématique de cette série, une nette majorité de Congolais rejette la collaboration militaire avec les armées de la Communauté d'Afrique de l'Est – entre 64 % et 78 %, selon les pays. Une majorité écrasante de 67 % souhaite le départ de la mission de maintien de la paix de l'ONU (Monusco), un changement spectaculaire par rapport aux 29 % de personnes qui étaient de cet avis en octobre 2016. Pas un seul des donateurs principaux du pays ne peut prétendre disposer d'une opinion clairement positive aujourd'hui au Congo. C'est une chute précipitée par rapport à la période post-électorale, où des majorités de plus de 75 % avaient une bonne opinion de la France, des États-Unis, de la Belgique et du Royaume-Uni. Les exceptions frappantes sont la Chine et la Russie – cette dernière est désormais le pays étranger le plus populaire, avec 61 % d'opinions favorables, contre 35 % en octobre 2016.

Ces tendances sont troublantes. Dans le passé, c'est l'engagement civique des Congolais qui a permis de repousser l'autoritarisme, la capture de l'État par les élites et les conflits. Au début des années 1990, c'est la société civile qui a été le fer de lance de la transition d'un régime à parti unique vers la démocratie, en se mobilisant dans les rues lorsque les élites bloquaient les progrès. Ce modèle a de nouveau été suivi lors des manifestations massives qui ont secoué le pays entre 2015 et 2018 en réponse aux tentatives de modification de la Constitution et de truquage du processus électoral. Et les politiciens, en particulier les parlementaires, ont toujours payé le prix de leurs mauvaises performances, en perdant le pouvoir dans les urnes.

Aujourd'hui, cependant, même si les Congolais soutiennent massivement la démocratie plutôt que tout autre modèle de gouvernement (77 % à la mi-2022), seuls 26 % sont satisfaits du fonctionnement de leur démocratie – c'est une baisse par rapport aux 62 % immédiatement après les élections de 2018. L'engagement civique est-il désormais sur le déclin ? Les prochaines élections constitueront un test à cet égard. Un nombre croissant de Congolais – 58 %, soit beaucoup plus que par le passé – pensent que leur destin est entre leurs mains.

La méfiance envers la Ceni ne cesse d'accroître

Comment comprendre cette nouvelle et brusque percée de l'abstention à 11 mois du scrutin présidentiel ? La persistance de la méfiance dans le processus électoral en cours n'est sans doute pas étrangère à cette situation. Près de 54 % des répondants ne font désormais pas confiance à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) pour organiser des élections crédibles, libres et transparentes. Une augmentation de 8,5 points en sept mois. La plupart des 37,4 % des sondés qui soutiennent le contraire se comptent essentiellement dans les fiefs électoraux du président Félix Tshisekedi et de ses partisans. Ce score monte jusqu'à 85 % au Kasai Oriental, voire à près de 96 % au Kasai. Mais pas seulement. C'est aussi le cas par exemple à la Tshuapa où près de 74 % des répondants affirment faire confiance à la Ceni. On retrouve le même état d'esprit auprès de 75 % des personnes interrogées dans la province du Lualaba.

Près de 54 % des
répondants ne font
désormais pas
confiance à la
Ceni pour
organiser des
élections crédibles

Depuis juin 2022, le président de la Ceni, Denis Kadima, n'a pas non plus réussi à rassurer les Congolais. Ces derniers sont toujours plus nombreux à ne pas lui faire confiance : près de 47 % des sondés affirment aujourd'hui avoir une mauvaise opinion du président de la Ceni. Ils étaient 44 % il y a sept mois.

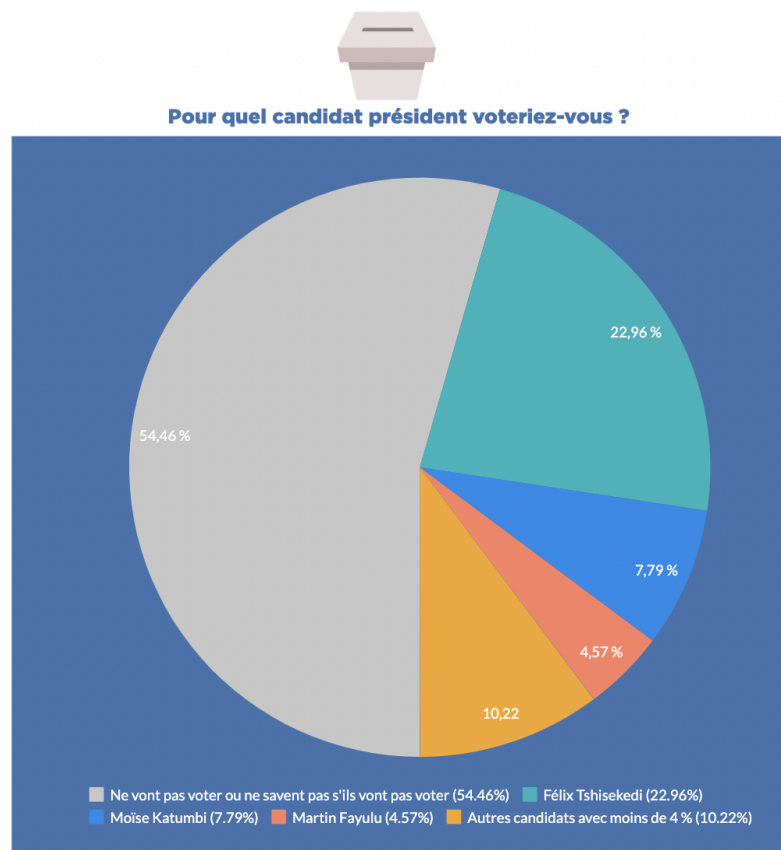
Une opposition au discours ambivalent

Autre explication à cette possible abstention record : l'ambivalence de certains leaders de l'opposition. En même temps qu'ils dénoncent la mainmise du pouvoir sur les institutions impliquées dans la gestion du processus électoral, la Ceni et la Cour constitutionnelle principalement, plusieurs concurrents de Tshisekedi à la course présidentielle, comme Martin Fayulu et Moïse Katumbi, appellent la population à aller massivement s'inscrire sur les listes électorales. Pour les électeurs, un tel positionnement peut paraître parfois déroutant.

Seul le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) fait bande à part. La formation politique de l'ancien président Joseph Kabila se dit « *non concernée* » par l'opération d'enrôlement des électeurs en cours, en attendant la mise en place d'une nouvelle Ceni réellement « *consensuelle* ». Là aussi, ce positionnement souffre d'incohérence lorsque le PPRD plaide, en même temps, en faveur de la tenue des élections dans les délais constitutionnels, c'est-à-dire d'ici décembre 2023 au plus tard.

Et l'abstention l'emporta, Tshisekedi aussi

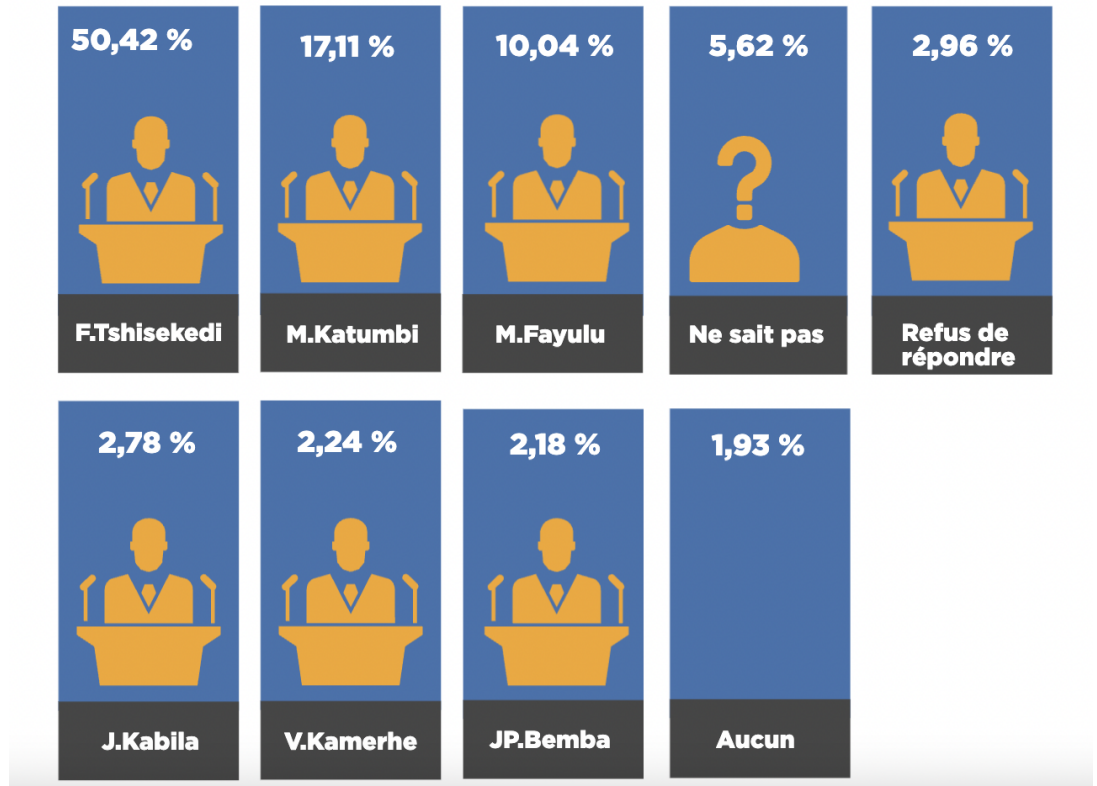
Il n'est pas surprenant que cette nouvelle démobilisation politique profite au président sortant. Ceux qui veulent, à ce stade, aller glisser leur bulletin dans l'urne le jour du scrutin présidentiel sont, pour la plupart, les mêmes qui veulent accorder un second mandat à Tshisekedi. Ils sont par conséquent moins regardants sur la crédibilité du processus électoral tant que leur champion se trouve en position de l'emporter.



C'est ainsi que la majorité des 46,31 % des Congolais sondés qui ont l'intention d'aller voter à l'élection présidentielle prévue en 2023 accordent leur suffrage à Tshisekedi. Dans cette configuration, le président sortant arriverait largement en tête, avec 50,42 %. Il y a sept mois, avec un taux d'abstention moindre (13,6 %), l'intention de voter en faveur de Tshisekedi ne se hissait qu'à 31 %. Autrement dit, moins il y a de votants, plus les chances de Tshisekedi de rempiler augmentent.



Si la présidentielle avait lieu dimanche...



À l'avantage du chef de l'État : ses électeurs sont déjà prêts. Et rien ne peut justifier leur démobilisation. Ceux qui affirment qu'ils vont voter pour Tshisekedi se comptent en majorité dans le Grand Kasaï (54,92 %), le fief électoral du président sortant et celui de son parti, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). Ils ne sont que très peu en revanche dans le reste du pays : seulement 10 % dans le Grand Équateur, 7 % dans le Grand Katanga, 6 % dans le Grand Bandundu, 5 % dans la Grande Orientale, 4 % à Kinshasa, 3,7 % dans le Nord-Kivu, 3 % dans le Kongo Central, 3 % dans le Sud-Kivu et 1 % dans le Maniema. Ils prient en majorité dans les églises de réveil (44 %), mais sont également catholiques (25 %), protestants (18 %), kimbagistes (5 %) ou musulmans (3 %). Et ils habitent plus dans les milieux ruraux (70 %) que dans les centres urbains (30 %).

L'opposition doit remobiliser son électorat, si elle veut inverser la tendance

Comme ces chiffres le démontrent, l'opposition doit remobiliser son électorat, si elle veut inverser la tendance. Cela passe notamment par un discours clair sur le processus

électoral en cours mais aussi par des propositions d'alternatives crédibles à l'offre politique actuelle du chef de l'État. Ce n'est que de cette façon qu'elle pourra convaincre les 54 % d'abstentionnistes et indécis. D'autant que les 46 % des Congolais sondés prêts à se rendre aux urnes ne leur accordent que très peu de suffrages : 17,11 % pour Katumbi et 10,04 % pour Fayulu, à titre indicatif. Une contre performance qui persiste malgré le bilan mitigé du premier quinquennat de Tshisekedi, comme le montrera notre troisième note thématique sur ce sondage.

Le vote se régionalise mais...

Comme pour Tshisekedi et le Grand Kasai, les intentions de vote en faveur des certains candidats déclarés et personnalités politiques sont recueillies en grande majorité auprès des Congolais sondés résidant dans leurs régions d'origine. C'est le cas notamment de Jean-Pierre Bemba avec 47 % de l'ensemble de ses possibles suffrages dans le Grand Équateur. Dans le même registre, l'on trouve Vital Kamerhe et ses 38 % d'intentions de vote au Sud-Kivu ; 36 % pour Emmanuel Ramazani Shadary au Maniema ; 22 % pour Kabila dans le Grand Katanga.

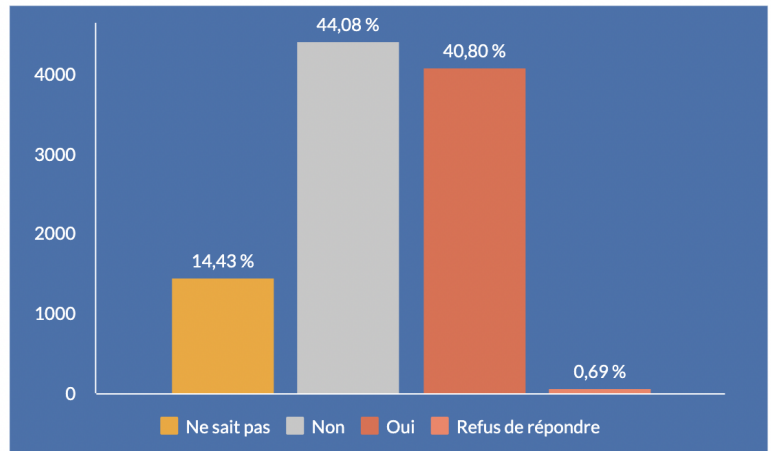
Cette régionalisation du vote est beaucoup plus flagrante dans un autre cas de figure : celui d'un électorat exclusivement présent dans la région d'origine du futur candidat. Il en est ainsi, par exemple, de certains candidats possibles à la présidentielle : Modeste Bahati au Sud-Kivu, de Lisanga Bonganga dans le Grand Équateur, de Corneille Nangaa dans la Grande Orientale et de Samy Badibanga dans le Grand Kasai. À l'inverse, quelques personnalités semblent transcender ces clivages régionaux. Dans cette catégorie, on retrouve Alain Kashala, originaire du Grand Kasai, plébiscité au Sud-Kivu. Idem pour Delly Sesanga porté par des suffrages de l'ex-province Orientale. Katumbi et Fayulu bénéficient de plus d'intentions de vote au Nord-Kivu, respectivement avec 34 % et 20 %. Alors que 31 % des répondants qui souhaitent voter pour le Prix Nobel de la paix Denis Mukwege, pressenti candidat à la prochaine présidentielle, se trouvent dans l'ex-province Orientale. Dans la même région, l'ancien Premier ministre Matata Ponyo compte près de 43 % de ses potentiels électeurs. Quant à son prédécesseur à la primature, Adolphe Muzito, c'est dans le Grand Kasai qu'il engrange l'essentiel de ses possibles suffrages (44 %).

Les Congolais partagés sur le respect du calendrier électoral

Le 26 novembre 2022, la Ceni a publié le calendrier électoral tant attendu. Comportant des délais serrés, ce chronogramme a d'emblée suscité des doutes sur sa faisabilité. Interrogés, les Congolais se montrent très partagés sur la question : près de 37 % croient que le calendrier publié est réaliste, 38,6 % non, alors que 20 % ne se prononcent pas. Dans les faits cependant, la prolongation de 25 jours pour l'identification et l'enrôlement des électeurs dans les provinces de l'Ouest (aire opérationnelle 1) est venue renforcer la crainte du « *glissement* » du calendrier. Même si la Ceni rassure que cette prolongation n'aura aucune incidence sur le calendrier. D'ailleurs, avant cette décision de la commission électorale, en janvier, au moment de la réalisation de ce sondage, 44 % des répondants

considéraient déjà que la Ceni ne pourrait pas organiser les élections dans les délais constitutionnels.

Pensez-vous que les élections se tiendront dans le délai constitutionnel en 2023, conformément au calendrier publié par la Ceni ?



Dans tous les cas, Kadima ne cesse de rappeler que le « *glissement ne fait pas partie de* [du] *vocabulaire* » de son institution. Le 10 décembre 2022, lors de son discours sur l'état de la nation, le président Tshisekedi a également abondé dans le même sens, en proclamant 2023 année essentiellement électorale. Le chef de l'État a d'ailleurs instruit son gouvernement à « *ne ménager aucun effort pour la mise à disposition des ressources nécessaires à la Ceni* ». Objectif : organiser, coûte que coûte, les scrutins d'ici la fin de l'année. Et l'emporter.

MÉTHODOLOGIE

Ce sondage a été réalisé du 14 au 17 janvier 2023 pour évaluer les quatre années de la gouvernance du président Félix Tshisekedi. L'enquête s'est déroulée auprès d'un échantillon de 4 000 répondants, dont 3 632 ont été retenus après nettoyage du fichier. La base de données utilisée provient du répertoire national d'enquêtes de Berci, répartis en 26 provinces de la République démocratique du Congo. L'originale contient des renseignements sur la répartition géographique et les caractéristiques socio-économiques des répondants : leur niveau social, leur niveau d'instruction, leur milieu de résidence et leur âge, ainsi que leurs coordonnées GPS.

Les données du sondage ont été pondérées en fonction du milieu (urbain/rural), du sexe et de la localisation géographique des répondants afin que la distribution de ces variables corresponde le plus possible aux données démographiques de l'Institut national de la statistique (INS) et de la Ceni, avec une différence de moins de 1 % pour les localisations géographiques. Les résultats de l'enquête indiquent qu'il n'y a pas de différence significative entre les données pondérées et les données brutes.

Cinquante enquêteurs et six contrôleurs formés en interne dans les techniques d'enquête dite-Computer Assisted Telephone Interview (CATI), ont effectué les interviews téléphoniques et la supervision de cette enquête. Les questionnaires ont été conçus en reprenant une série de questions posées lors des enquêtes précédentes du GEC – BERCI, notamment celles relatives à l'an 1, l'an 2 et l'an 3 de Félix Tshisekedi au pouvoir, afin de pouvoir faire une analyse comparative dans la mesure du possible.

Toutes les interviews sont réalisées à l'aide de tablettes électroniques et téléchargées directement sur un serveur hébergé à distance par Ona.io, accessibles à tous en temps réel.

La base des données téléphoniques utilisée pour atteindre les répondants dans les 26 provinces et sur 145 territoires que compte la RDC a été constituée lors des enquêtes face à face aux domiciles des répondants, réalisées par Berci et le GEC en 2016, puis en 2022 par Berci, le GEC et Ebuteli auprès d'un échantillon de 5 335 personnes. La méthodologie de dénombrement des ménages a été utilisée pour donner la même chance à chaque personne habitant le village ou le quartier tiré d'être éligible. La méthode d'anniversaire était appliquée pour le choix de la personne à enquêter, alors que celle de quotas a permis de garantir l'équilibre entre les genres.

Pour en savoir plus sur la méthodologie, [aller sur le site du GEC](#).

À propos

***Groupe d'étude sur le Congo (GEC)** est un centre de recherche indépendant basé au Center on International Cooperation de l'Université de New York.*

www.congoresearchgroup.org

***Ebuteli** est l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.*
